



# ONU CONGO

## FLASH

N°89 Février-Mars 2021



NATIONS UNIES  
RÉPUBLIQUE DU CONGO



Bulletin d'information sur les activités  
du Système des Nations Unies  
en République du Congo





# La Représentante de la FAO présente ses lettres de créances

**M**me Yannick Ariane Rasoarimanana a présenté au Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Congolais de l'Etranger, Son Excellence M. Jean Claude Gakosso, les lettres de créance l'accréditant auprès de la République du Congo en qualité de Représentante de la FAO, le 31 mars 2021.

Face aux médias, elle a déclaré placer sa mission "sous l'angle d'opportunités d'emploi aux jeunes dans l'agriculture qui inclut également l'élevage, la pêche et les forêts. En impliquant les jeunes dans la promotion de l'entrepreneuriat agricole, l'énorme potentiel agricole du Congo peut être valorisé et contribuer à réduire les importations. A mes yeux, le Bassin du Congo constitue vivier de carbone pour tout le continent. Je travaillerai avec le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, la société civile, les communautés rurales pour une gestion rationnelle et durable de cet espace"./-



Echanges avec le Ministre des Affaires Etrangères



## Statistiques agricoles : enquêtes sur la production végétale, animale et sur l'agriculture commerciale



**L**e ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche à travers le projet Système Permanent Intégré de Statistiques Agricoles (SPISA), a lancé du 19 janvier au 19 mars 2021 sur l'ensemble du territoire National, une enquête sur la production Végétale et Animale et sur l'Agriculture Commerciale.

Cette opération concerne les ménages agricoles, groupements, coopératives, et entreprises agropastorales et est organisé dans le strict respect des mesures barrières de lutte contre la Covid-19.

Rappelons que le SPISA est un projet du Gouvernement mis en œuvre avec l'appui technique de la FAO et financé par la Banque Mondiale via le PDAC. Il a pour le but d'améliorer la production et la diffusion des statistiques agropastorales et halieutiques, afin de répondre aux besoins en données pour le pilotage et le suivi des projets et initiatives en faveur du développement rural./-





## Série de formations sur la couverture médiatique des processus électoraux



**L**a série de formations des journalistes sur la couverture médiatique des processus électoraux a pris fin le 6 mars 2021 à Pointe Noire en présence de M. Philippe Mvouo, Président du Conseil Supérieur de la Liberté de Communication (CSLC), de M. Chris Mburu, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et de Son Excellence M. Raoul Mateus Paula, Ambassadeur de l'Union Européenne ainsi que du représentant du Ministère congolais des Affaires étrangères, coopération et congolais de l'étranger.

Cette formation, qui prend fin au moment où s'ouvre la campagne électorale pour la présidentielle du 21 mars, a permis à 102 hommes et femmes des médias (privés et publics) issus de tous les départements du pays de renforcer leurs capacités et leurs connaissances dans la maîtrise de la loi électorale. Ils ont été aussi édifiés sur les questions liées à la place des femmes journalistes dans la couverture des processus électoraux ; à la promotion de la paix, des droits humains et du genre ainsi qu'à la protection des professionnels de l'information ; la régulation des

médias ; l'éthique et la déontologie ; la responsabilité sociale des journalistes ; les techniques de collecte et de traitement équilibré de l'information électorale ; la lutte contre les « fake news ».

« Vous devez barrer la voie à la désinformation en privilégiant un journalisme préventif axé sur la diffusion des informations fiables et de qualité », a souligné le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies dans son mot de clôture.

« La diffusion d'une information partielle peut affecter négativement l'ensemble d'un processus électoral, et dans certains cas, elle peut, hélas, occasionner des violences, des crises ou des conflits », a-t-il expliqué, saluant les conclusions générales des ateliers de Brazzaville et de Pointe-Noire, y compris les Déclarations adoptées à l'issue des travaux.

M. Chris Mburu a indiqué que les Nations Unies sont attentives aux initiatives qui seront prises en vue de la mise en œuvre de ces Déclarations, qui constituent un résultat concret rendant compte de l'attachement des participants aux valeurs universelles prônées par l'ONU.

Lancée deux semaines plutôt à Brazzaville par M. Thierry Lézin Mougala, Ministre de la Communication et des Médias, Porte-parole du Gouvernement, cette série de formation a été financée par le PNUD et organisée conjointement avec le CSLC. Elle a été animée par des intervenants d'horizons divers, y compris ceux de l'UNESCO, du Centre d'information des Nations Unies au Congo, du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale basé à Yaoundé (Cameroun) et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), dont le siège est à Libreville, au Gabon. Les experts mis à disposition par les partenaires du CSLC, de la Commission nationale électorale indépendante, du Ministère de la Défense et du Ministère de l'Intérieur, ont également contribué au succès de cette importante activité./-



## Fabrication de masques alternatifs adaptés aux sourds-muets et malentendants



**A**u Congo, la pandémie de la COVID-19 a eu de graves répercussions socio-économiques sur le quotidien des personnes handicapées et à besoin spécifiques. Avec le confinement et l'instauration des mesures barrières par les autorités, notamment le port de masque, les personnes malentendantes et sourds-muets ont été confrontées à d'énormes difficultés de communication. En effet, cette population à besoin spécifique, en plus des gestes, se base aussi sur les mimiques labiales et les expressions faciales pour communiquer avec leurs pairs, leurs éducateurs et leurs familles.

Ainsi, dans le cadre du Projet Mécanisme de Financement d'urgence en cas de Pandémie (PEF) de la Banque Mondiale, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a appuyé trois organisations de la société civile pour la fabrication des masques alternatifs adaptés aux sourds-muets et malentendants.

Ces masques, à base de MIKA et de tissu wax ont pour spécificité d'être transparents, laissant à découvert la bouche et permettant ainsi au sourds-muets et malentendants des écoles spécialisés de Brazzaville et de Pointe-Noire de pouvoir communiquer plus aisément.

Au total, 1436 masques ont été fabriqués par les artisans sourds muets du centre national de réadaptation professionnelle de Brazzaville, les handicapés moteurs de la coopérative des tailleurs handicapés de Pointe Noire et les jeunes filles mères victimes de violences basées sur le genre, le plus souvent ayant été contraintes à être des professionnelles de sexe en situation de réinsertion par Actions de Solidarité Internationale (ASI).

Avec moins de 4000 dollars USD, le projet a permis, non seulement de faciliter la communication entre sourds-muets, malentendants et leurs familles/éducateurs, mais aussi de relancer les activités économiques des organisations de la société civile partenaires qui ont connu une baisse, voire un arrêt total leurs activités avec pour conséquence l'accroissement de la précarité des populations./-



Salle de fabrication de masques





## Nouvelles subventions du Fonds mondial pour améliorer l'accès aux services de santé



Réunion en ligne au PNUD

**L** Le Fonds mondial, le PNUD, le Gouvernement de la République du Congo et ses partenaires de la santé ont lancé le 24 février 2021 lors d'une cérémonie virtuelle, deux nouvelles

subventions visant à renforcer les services de prévention et de traitement pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et, à construire des systèmes de santé résilients et durables. Les deux subventions, d'une valeur de plus de 64 millions de dollars américains, représentent une augmentation de 97 % par rapport à l'allocation précédente et se dérouleront de 2021 à 2023. Le PNUD mettra en œuvre la subvention pour le VIH et la tuberculose, tandis que le Catholic Relief Services (CRS) mettra en œuvre la subvention pour le paludisme.

La cérémonie s'est déroulée en présence de S.E. Clément Mouamba, Premier Ministre de la République du Congo, Peter Sands, Directeur exécutif du Fonds mondial, Achim Steiner, Administrateur du PNUD, Winnie Byanyima, Directrice exécutive

de l'ONUSIDA, Sean Callahan, Directeur exécutif du Catholic Relief Services, Jacqueline Lydia Mikolo, Ministre de la Santé et Ludovic Ngatse, Ministre Délégué du Budget de la République du Congo.

« Dans le contexte de la crise financière du pays, exacerbée par la pandémie du COVID-19, les subventions allouées au Congo sont une bouffée d'air frais. Ils donnent un nouvel élan à l'action du gouvernement en faveur des populations touchées par le VIH, la tuberculose et le paludisme », a déclaré le Premier ministre Clément Mouamba.

« Ces nouveaux investissements représentent une étape importante dans notre partenariat avec le Gouvernement du Congo et nos partenaires de la santé », a déclaré M. Sands, directeur exécutif du Fonds mondial. « Nous reconnaissons les progrès réalisés par le pays au cours des trois dernières années et nous devons travailler encore plus fort pour intensifier la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et renforcer les systèmes de santé. Nous devons tous relever le défi. »

« L'ONUSIDA se réjouit à l'idée de continuer à travailler en étroite collaboration avec tous ses partenaires pour accélérer l'élimination de la transmission du VIH et du sida pédiatrique de la mère à l'enfant au Congo-Brazzaville et pour améliorer l'accès aux programmes vih/tuberculose, à la santé sexuelle et reproductive et, aux services juridiques pour les jeunes femmes et les adolescentes et tous les groupes les plus à risque de contracter le VIH », a déclaré Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA.

La subvention pour le VIH au Congo vise à augmenter considérablement le nombre de personnes vivant avec le VIH qui connaissent leur séropositivité et à élargir l'accès au traitement antirétroviral salvateur, en particulier pour les femmes enceintes. Le volet tuberculose de la subvention vise à stimuler la riposte nationale à la tuberculose, à accroître la notification des nouveaux cas de tuberculose et à atteindre un taux de réussite du traitement de 90 % d'ici 2023, conformément à la Stratégie de lutte contre la tuberculose de l'OMS.

La subvention soutiendra également les efforts déployés par le pays pour améliorer le succès du traitement pour les patients tuberculeux multirésistants. « Ces subventions joueront un rôle essentiel en soutenant le Ministère de la santé pour renforcer le système de santé en République du Congo et aider les populations à accéder aux services essentiels dont elles ont besoin. » a déclaré Steiner, administrateur du PNUD.

## Examen et validation du Rapport National sur le Développement humain (RNDH) 2020



Photo de famille des participantes à l'atelier de validation

**L** e Ministère en charge du plan et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont organisé conjointement, le 25 février dernier, l'atelier de validation du Rapport National sur le Développement humain

(RNDH) 2020.

Dans le cadre de son mandat en République du Congo, le PNUD accompagne le Gouvernement dans la production périodique de ce rapport qui examine les grandes problématiques, tendances et poli-

tiques publiques en matière de développement. Cette année, le thème développé dans ce rapport porte sur la « valorisation du capital humain : qualité et inégalités » et s'aligne aux axes prioritaires du Plan National de Développement (PND) couvrant la période 2018-2022.

Le processus de développement de ce rapport constitue une opportunité pour le pays de faire le point sur le niveau de développement humain d'une part, et de renforcer le plaidoyer sur la question centrale de renforcement des compétences nationales d'autre part en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable d'ici à 2030.

Au nombre des partenaires prenant part à l'atelier, on note : (i) les représentants des ministères sectoriels ; (ii) les Représentants des Agences du Système des Nations Unies ; et (iii) les Partenaires du Secteur Privé, de la Société civile et de la presse ; (iv) les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs)./-



## Patrimoine mondial: atelier de validation du massif d'Odzala-Kokoua



Groupes de travail lors de l'atelier

Le dossier du massif forestier d'Odzala-Kokoua a été validé pour inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial au terme d'un atelier national, du 18 au 19 janvier 2021 à Brazzaville. Des amendements et suggestions ont été apportés dans le but d'améliorer le dossier de nomination. Cette démarche participe de la mise en œuvre de l'ODD 13 sur les mesures urgentes à prendre pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions et l'ODD 15 sur la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres tout en veillant à la durabilité de leur exploitation. Cet atelier a été organisé par le Gouvernement avec l'appui financier de l'Union européenne, en partenariat avec le Centre du patrimoine mondial et le Bureau national de l'UNESCO. La liste du patrimoine mondial compte 1192 biens culturels et naturels d'une valeur universelle exceptionnelle./-

## Camp d'expérimentation des jeunes innovateurs



Jeunes innovateurs devant les ordinateurs

Le deuxième camp d'expérimentation des jeunes innovateurs s'est tenu le 22 février dernier à Brazzaville dans le cadre du Forum Régional Africain sur la science, la technologie et l'innovation avec la participation de 110 étudiants et élèves en présentiel.

Le volet virtuel du camp a ciblé plus de 80 innovateurs à travers l'Afrique. Au menu des apprentissages: les principes et applications des technologies émergentes dont l'intelligence artificielle, la robotique et l'impression 3D. La formation s'est concentrée sur l'introduction aux technologies de la quatrième révolution industrielle et sur la manière dont ces dernières peuvent être utilisées pour résoudre les défis de l'Afrique. L'occasion est également donnée aux étudiants et lycéens de se familiariser aux kits de micro sciences, qui sont une alternative innovante pour améliorer l'enseignement pratique des sciences. Les participants ont présenté des idées de projet issu de leurs travaux./-

## Garantir la continuité des services éducatifs pendant Covid-19

En vue de faire face à l'impact de la COVID-19 dans le secteur de l'éducation, trois ministères à savoir, Enseignement Primaire, Secondaire et Alphabétisation; Communication et Médias; Postes, Télécommunications et Economie Numérique et l'UNESCO ont procédé à la signature d'une déclaration de facilitation autour de l'enseignement à distance, le 25 février 2021 à Brazzaville. L'objectif est d'assurer la continuité des services éducatifs avec l'accompagnement technique et financier de l'UNESCO dont les statistiques montrent que plus de 128 millions d'enfants et de jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre ont été brusquement privés d'école pendant la crise du COVID-19.

Dans ce cadre, les actions majeures suivantes seront menées :

1. Renforcement du processus de mise en place des dispositifs multidimensionnels d'enseignement à distance à travers l'internet, la télévision et la radio en vue d'améliorer l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation et de renforcer la résilience du système éducatif face aux crises et aux catastrophes naturelles

2. Amélioration de l'utilisation des TIC dans le système éducatif, promotion de la gratuité de l'accès à distance aux ressources pédagogiques via l'internet et promotion de l'emploi des jeunes ;

3. Amélioration de la scolarisation des filles et soutien à l'initiative « Education Plus » mise en œuvre par cinq Agences du Système des Nations Unies ; 4. Sensibilisation des enfants et des jeunes sur la COVID-19, les violences en milieu scolaire et formation à la santé de la reproduction; 5. Formation initiale et continue des enseignants à travers les TIC incluant les aspects liés à la culture de la paix et la gestion de l'éducation en situation de crise./-



L.J Ibombo Ministre de l'économie numérique



F. Marega représentante de l'UNESCO



A.C Makosso, Ministre EPSC



## Plus de 29 000 réfugiés et demandeurs d'asile ont besoin d'assistance dans la Likouala



75% des nouveaux demandeurs d'asile centrafricains sont des femmes et des enfants. © UNHCR/Yves Ndob

**A** « vec ma grossesse, j'ai marché pendant 7 jours dans la forêt pour fuir les groupes armés. Je n'avais que des feuilles, du manioc et de la patate que je trouvais sur le chemin comme nourriture. Je suis arrivée à Kpakaya le huitième jour très épuisée et malade », Manuella venue au centre de santé intégré de Bétou pour un suivi psychologique.

Comme Manuella, de nombreux centrafricains ont été contraints de fuir à nouveau leurs domiciles laissant tout derrière eux pour trouver asile en République du Congo. Les élections présidentielles de décembre 2020 en République Centrafricaine (RCA) ont abouti à un contexte sécuritaire tendu à Bangui, mais aussi à l'intérieur du pays. Cette situation de tension a forcé les civils à se déplacer à l'intérieur du pays et dans les pays voisins. De décembre 2020 à fin février 2021, la République du Congo recevait en moyenne 500 centrafricains par semaine.

A ce jour, ils sont 7444 dont plus de 75% de femmes et d'enfants nouveaux demandeurs d'asile selon l'enregistrement de niveau 1. 366

Personnes à Besoins Spécifiques (PBS) ont été identifiées parmi eux. Au nombre de ces PBS, il y a 25% d'enfants à risque (enfants parents, mineures enceintes, épouses mineures, enfants séparés, enfants malnutris), 24% de femmes seules cheffes de ménage, 10% de personnes vivant avec handicap, 10% de personnes âgées, 7% de malades chroniques etc. Les nouveaux demandeurs d'asile sont hébergés dans des familles d'accueil réparties dans dix localités de département de la Likouala.

Depuis le début de cette urgence, le HCR fournit un appui au gouvernement et ses partenaires étatiques pour l'enregistrement, la documentation et le statut de ces nouveaux demandeurs d'asile. Le HCR appuie également le gouvernement dans la coordination des actions de protection et d'assistance avec les autorités locales, les autres agences des Nations Unies, et les ONGs présentes dans la zone.

Avant la vague de nouveaux demandeurs d'asile, la Likouala accueillait déjà plus de 22 000 réfugiés et demandeurs d'asile au sein des communautés locales démunies avec des services

sociaux de base faibles. La nouvelle situation centrafricaine vient donc accentuer les besoins d'assistance des réfugiés, des demandeurs d'asile et des familles d'accueil de la Likouala. Les besoins les plus urgents concernent notamment l'appui en vivres et non vivres, la nutrition, le renforcement du service de soins de santé primaire, la scolarisation des enfants, les cantines scolaires, la prévention et la prise en charge des cas de GBV, la gestion de la cohabitation pacifique, les abris et l'approvisionnement en eau potable dans les familles d'accueil. Vu la diversité des besoins et l'urgence de la situation, le HCR plaide pour une réponse holistique et coordonnée.

Par ailleurs, le HCR a négocié et obtenu la reprise du vol UNHAS pour faciliter les missions d'intervention, le transport de cargo et les évacuations médicales en raison d'un vol par semaine depuis Brazzaville. L'avion a une capacité de 24 sièges aménagés pour assurer le respect des mesures préventives contre la Covid-19. Le vol inaugural a eu lieu samedi 13 mars 2021./-



## Jeunes-filles mères sensibilisées sur la COVID-19



Les bénéficiaires du projet lors de la cérémonie de lancement

**G**âce à l'appui de l'UNICEF, 65 jeunes filles-mères et adolescentes seront sensibilisées sur la COVID-19 et bénéficieront d'une réinsertion socio-économique.

Le projet a été lancé le 25 février à Pointe-Noire en présence de l'UNICEF, du Secrétaire Général du Département de Pointe-Noire et de l'Administrateur-maire de Mvou-Mvou./-

## Chaîne de froid: Jeunes agents communautaires équipés pour la maintenance préventive



Remise de certificats aux jeunes volontaires en charge de la chaîne de froid

**4** 2 jeunes Congolais engagés comme agents communautaires pour la maintenance préventive de la chaîne de froid ont participé à la cérémonie de remise des certificats par la Ministre en charge de la santé au Congo, UNICEF et OMS le 24 février à Pointe Noire. 28 de ces jeunes volontaires sont basés à Pointe Noire et 14 dans le Kouilou.

L'initiative de maintenance communautaire de la chaîne de froid a été lancée en 2019 dans un effort d'innover la gestion des vaccins de manière efficace à travers l'engagement de la communauté. Plus de 200 équipements, notamment des réfrigérateurs solaires, ont été acquis et installés entre 2019 et 2020. 42 jeunes femmes et hommes résidants dans les localités où des centres de santé abritent la chaîne de froid ont été formés pour une maintenance préventive, locale et rapide des équipements.

Pour en savoir plus, visitez le site de UNICEF Congo pour lire le communiqué de presse./-

## Jeunes blogueurs engagés pour les droits des enfants



Photo de famille des jeunes blogueurs avec La Représentante de l'UNICEF

**L**e 12 février UNICEF Congo a lancé une formation sur le blogging pour les jeunes dans le cadre de l'initiative globale **Voices of Youth**.

20 jeunes Congolais âgés de 15 à 24 ans seront formés sur la rédaction d'articles, l'éthique dans la production des contenus et la sécurité en ligne et seront engagés comme agents de changement pour la promotion des droits des enfants et des adolescents au Congo sur les plateformes digitales./-



## Cancers du sein et du col de l'utérus : amélioration de la prise en charge



**P**r Judith N'Sondé Malanda est cancérologue médicale et cheffe adjointe de cancérologie au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville.

Affectée dans le service depuis 29 ans, elle est aussi la directrice du Programme national de lutte contre le cancer. Tout au long de sa carrière, elle a vu passer plusieurs milliers de patients, particulièrement des femmes atteintes des deux types de cancer les plus fréquents dans le pays : le cancer du sein et celui du col utérin. « En 12 années de fonctionnement du Registre des cancers, de 1996-2008, nous avons enregistré à Brazzaville 1017 cas de cancers du sein soit 30,1%, et 897 cas de cancers du col, soit 26,3%. Plus récemment, entre 2018 et 2019, 33,5% des femmes diagnostiquées avaient le cancer du sein et 19,9% le cancer du col de l'utérus », explique-t-elle.

Ces deux types de cancer sont également ceux qui tuent le plus, et cela est dû en majeure partie à l'ignorance qui entoure ces fléaux. C'est ce qui a marqué Pr N'Sondé au fil des années : « Ce que j'ai constaté depuis le départ, c'est le manque d'information dont les gens sont victimes, et cela touche même une partie du personnel soignant, le personnel médical et paramédical.

C'est l'ignorance qui tue plus que la maladie, car nous voyons que plus de 80% des femmes atteintes de ces cancers viennent à l'hôpital alors qu'elles sont déjà à un stade avancé de la maladie. Cela explique le fort taux de décès enregistré, estimé à 80 décès sur 100 personnes atteintes. »

Face à cette réalité, Pr N'Sondé s'est associée aux survivantes du cancer pour venir à bout de ces statistiques en allant vers la population avec des messages qui sauvent : « Nous allons à la rencontre des femmes à des endroits tels que les églises et les mairies, pour leur parler du cancer, particulièrement ses signes avant-coureurs. Le message principal que nous leur portons est de se faire dépister à temps car lorsqu'on est dépisté tôt, on a plus de chances de s'en sortir. »

Les survivantes connaissent mieux que quiconque l'importance du dépistage précoce. Une d'entre elles, Christelle, a été soignée dans le service du Pr N'Sondé et est engagée à ses côtés dans la sensibilisation : « J'ai connu Christelle depuis 2006 », explique Pr N'Sondé. « Elle avait 47 ans et était atteinte du cancer du sein, puis quelques années plus tard elle a été diagnostiquée avec des lésions utérines. C'est une femme très courageuse, battante et positive. Elle nous est d'un appui précieux surtout au moment de l'annonce du diagnostic aux patientes. Elle sait trouver les mots pour apaiser les autres. »

Avec l'apparition de la COVID-19 en mars 2020, les activités ont connu un ralenti et plusieurs défis se sont posés au service de cancérologie. « Certains des blocs n'étaient pas opérationnels et cela nous a empêché de procéder à l'opération des seins cancéreux. Il y a eu ici des cas de décès dus à la COVID-19, et cela a créé une méfiance qui a entraîné la chute du nombre de consultations. En 2019, nous avons enregistré 165 cas en 6 mois, comparé à 75 cas en 6 mois sur la même période en 2020. Après le confinement de 2020, nous avons aussi tristement constaté le décès de plusieurs patientes et plusieurs autres sont arrivées à des stades si avancés que nous ne pouvions plus les assister comme il faut. A tout ceci s'ajoute le fait que la pandémie a aussi entraîné une rupture prolongée en médicaments essentiels. »

Pour appuyer la lutte contre les cancers du col utérin et du sein, plusieurs initiatives ont été initiées ou appuyées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) au niveau du pays, comme l'explique le Représentant de l'organisation Dr Lucien Manga : « Nous avons fait le plaidoyer pour que les interventions majeures de lutte contre le cancer du col de l'utérus et du cancer du sein soient intégrées dans le Plan national de développement sanitaire (PNDS 2018-2022), et qu'elles soient des priorités nationales. Un plaidoyer fort concernait notamment la mobilisation des ressources et du partenariat en vue de l'introduction du vaccin contre le virus

du Papillome Humain (VPH) dans le Programme élargi de vaccination au Congo. L'OMS a en outre appuyé la mise en place des unités de dépistage des cancers du col de l'utérus et du sein dans les hôpitaux de base de Makélékélé et de Talangai et nous avons en outre été un partenaire central de la célébration de 3 éditions d'Octobre Rose, qui avaient pour objectif primaire la sensibilisation des populations contre les facteurs de risque du cancer du col de l'utérus et du sein. »

La stratégie mondiale de l'OMS visant à éliminer à l'échelle le cancer du col de l'utérus en tant que problème de santé publique envisage que tous les pays s'efforcent de ramener d'ici 2030 son incidence à moins de 4 pour 100 000 femmes, à travers la vaccination contre le VPH des populations cibles (filles âgées de 9 à 17 ans avec un rattrapage possible à 25 ans), le dépistage précoce et le traitement des lésions précancéreuses, ainsi que la prise en charge des cancers invasifs. L'ensemble de ce paquet d'intervention ayant pour but d'assurer une prise en charge holistique centrée sur la personne.

C'est aussi la position de Pr N'Sondé : « Je veux que la prise en charge des malades du cancer soit complète. Il est vrai que le gouvernement nous apporte un appui ici et là, mais nous avons besoin de plus de soutien, y compris de la part des partenaires. Nous devons multiplier les campagnes de sensibilisation et de dépistage sur le territoire national, fournir plus de médicaments en les rendant accessibles, augmenter les plateaux techniques, favoriser la communication et l'information entre le personnel de santé et la population pour que chacun soit capable d'identifier la maladie. »

Malgré les défis, son engagement reste entier : « En tant que Présidente de l'Association des femmes médecins du Congo, je continuerai à lutter par tous les moyens contre les cancers, particulièrement les cancers féminins. Mon souhait le plus ardent est que les conditions de prise en charge s'améliorent dans notre pays pour permettre à toutes les femmes du Congo d'être soignées ici jusqu'à leur guérison complète. »

Cancer est un terme général appliqué à un grand groupe de maladies qui peuvent toucher n'importe quelle partie de l'organisme. L'une de ses caractéristiques est la prolifération rapide de cellules anormales qui peuvent essaimer dans d'autres organes, formant ce qu'on appelle des métastases.

De nombreux cancers peuvent être prévenus en évitant les principaux facteurs de risque, comme le tabagisme. Un nombre significatif de cancers peuvent être soignés par la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie surtout s'ils sont détectés suffisamment tôt. /-



# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Ce bulletin d'information est un produit du Groupe Communication, réalisé par le Centre d'Information des Nations Unies (UNIC Brazzaville) sous la supervision du Coordonnateur Résident des Nations Unies.

Bureau du Coordonnateur Résident / UNIC Brazzaville

[https://twitter.com/UN\\_Congo](https://twitter.com/UN_Congo)

<https://www.facebook.com/UNRepduCongo>

Tél: (242) 06 661 20 68 - B. P.: 13 210